Nouvelles locales du vendredi 24 juillet 2015

@rib News, 24/07/2015 Ï Politique - Lâ€™ancien prÃ©sident Sylvestre prÃªt lui aussi Ã intÃ©grer la Chambre haute par respect de la Constitution. AprÃ¨s Agathon Rwasa, c'est au tour de l'ancien prÃ©sident d'accepter d'entrer dans les Institutions iqques des derniÃ¨res Ã©lections malgrÃ© leur contestation. Â« Imaginez un SÃ©nat constituÃ© Ã plus 80% de membres dâ€™un seul parti, câ€™est un retour vers les annÃ©es 1970, une Ã©poque que les Burundais pensaient rÃ©volueÂ sâ€™indigne-t-il. Pourtant, cet ancien prÃ©sident de la RÃ©publique, sÃ©nateur Ã vie, un privilÃ¨ge que lui confÃ¨re la constit Burundaise, se dit prÃªt Ã intÃ©grer la deuxiÃ¨me chambre parlementaire. Â« Je pourrais refuser de siÃ©ger au SÃ©nat au regard des circonstances actuelles, mais par respect pour la Constitution, jâ€™assumerai ces fonctions Â», a prÃ©cisÃ© Sylvestre Ntibantunganya, initialement candidat Ã la prÃ©sidentielle du 21 juillet mais qui sâ€™est retirÃ© de la course pour protester.

- Le leader de lâ€™opposition Agathon Rwasa dit que les prÃ©sidentielles de ce 21 juillet nâ€™ont pas Ã©tÃ© crÃ©dible, ce lâ€™opposition parle dâ€™une Ã©lection sous tension et intimidation. Lâ€™indÃ©pendant de lâ€™espoir dit que câ€™est une pour rÃ©sister au changement mais que le changement aura lieu. Pourtant, Rwasa Agathon a dit "OUI" pour l'unitÃ© dans le gouvernement burundais pour Ã©viter un nouveau conflit. Le principal opposant et le leader historique du FNL a appelÃ© le prÃ©sident Pierre Nkurunziza Ã tenir des pourparlers avec ses rivaux et de former un gouvernement d'unitÃ© nationale aprÃ¨s l'Ã©lection de cette semaine, disant qu'il pourrait aider Ã Ã©viter un nouveau conflit dans ce pays. Agathon Rwasa, un ancien chef rebelle comme Nkurunziza dans la guerre civile au Burundi, a dÃ©clarÃ© Ã Reuters qu'une action est nÃ©cessaire pour Ã©viter aux GÃ©nÃ©raux derriÃ¨re le putsch avortÃ© en mai dernier de prendre les armes dans la crise suscitÃ©e par l'accession de Nkurunziza Ã un troisiÃ¨me mandat. Certains ont dÃ©jÃ Ã©tÃ© agitÃ© par la menace de la lutte armÃ©e, at-il dit. Â«Pour l'amour du Burundi, l'idÃ©e d'un gouvernement d'unitÃ© nationale peut Ãªtre acceptÃ©eÂ Â», a-t-il dÃ©clarÃ©. - La Commission Electorale Nationale IndÃ©pendante (CENI) a procÃ©dÃ© cet aprÃ¨s-midi de vendredi Ã la proclamation des rÃ©sultats provisoires de lâ€™Ã©lection prÃ©sidentielle tenue ce mardi. Le prÃ©sident de cette commission annoncÃ© que le candidat Pierre Nkurunziza du CNDD-FDD a recueilli 69,41% des suffrages exprimÃ©s, Rwasa Agathon de la coalition Amizero yâ€™Abarundi 18,09%, GÃ©rard Nduwayo de lâ€™Uprona 2,14%, Jean Minani du Frodebu Nyakuri 1,0 et Jacques Bigirimana du FNL 1%. Les autres candidats Domitien Ndayizeye de la coalition RANAC, Jean de Dieu Mutabazi de la coalition COPA et Sylvestre Ntibantunganya des indÃ©pendants ont eu chacun moins de 1%. Pierre Claver Ndayicariye a prÃ©cisÃ© aussi que le taux de participation sâ€™est Ã©levÃ© Ã 73,44% sur une population totale de 2.826.072 personnes qui ont pu se rendre aux urnes. Il a aussi fait savoir que la province de Karusi a Ã©tÃ© la premiÃ¨re Ã voter pour Nkurunziza avec 84,4% des voix alors que la nouvelle province de Rumonge a Ã©tÃ© la derniÃ¨re Ã voter pour lui avec 37%. La province de Ngozi a Ã©tÃ© la premiÃ¨re quant au taux de participation alors que la mairie de Bujumbura a Ã©tÃ© la derniÃ¨re. Il a terminÃ© cette proclamation par annoncer que la CENI va transmettre ces rÃ©sultats Ã la Cour constitutionnelle conformÃ©ment Ã la loi puisque câ€™est elle qui est compÃ©tente pour proclamer les rÃ©sultats dÃ©finitives Signalons que lors de ces cÃ©rÃ©monies, il nâ€™y avait aucun reprÃ©sentant des puissances occidentales. Seuls les ambassadeurs de Chine et de Russie Ã©taient prÃ©sents ainsi que les reprÃ©sentants de certaines organisations de la sociÃ©tÃ© civile burundaise en prÃ©sence aussi du seul candidat Jean de Dieu Mutabazi de la coalition COPA. Ï Economie - Selon les informations recueillies auprÃ¨s de lâ€™OBR, les exonÃ©rations prÃ©vues pour cette annÃ©e 2015 Ã©taient estimÃ©es Ã 18 milliards mais jusque fin juin, les exonÃ©rations dÃ©jÃ accordÃ©es sâ€™Ã©lÃ¨vent Ã 80 milliards des prÃ©visions budgÃ©taires pour cette rubrique. Le gros de ces exonÃ©rations concerne des facilitÃ©s aux investisseurs (25.5 milliards de Francs burundais) ; des dÃ©cisions prises par le gouvernement (29 milliards). Il est difficile de savoir pour qui ces exonÃ©rations sont accordÃ©es ni pour quelles affaires ! Des Ã©quipements du gouvernement certes comme le mobilier pour le nouvel immeuble du ministÃ¨re des Finances mais des facilitÃ©s Ã des commerÃ§ants amis du pouvoir ne sont pas exclues dâ€™aprÃ¨s des experts dans le domaine. Des Ã©quipements de campagne Ã©lectoraux pour Â« certain partis politiques Â» ou des financements extÃ©rieurs faits Ã lâ€™Etat totaliseraient des exonÃ©rations de plus de 15 milliards francs burundais. - Prenant en compte la crise actuelle dans le pays, le faible niveau de sÃ©curitÃ© qui en dÃ©coule et la disponibilitÃ© des ressources humaines, le PNUD et les autres institutions des Nations Unies rÃ©orientent leurs activitÃ©s pour assurer lâ€™efficacitÃ© des programmes en cours, en se concentrant sur ce qui est possible. Sous le leadership du PNUD et du FNUAP, les agences et fonds des Nations Unies ont menÃ© un exercice commun visant Ã identifier, pour les six mois Ã venir, le niveauÂ de criticitÃ© des projets. Cette mÃ©thodologie prend en compte Ã la fois la pertinence des projets face aux rÃ©sultats stratÃ©giques dÃ©finis avec le pays par les Nations Unies, les bÃ©nÃ©fices des projets pour les populatio et les conditions dâ€™exÃ©cution de ces projets suivant les contraintes de terrain liÃ©es Ã la crise. Le niveau de criticitÃ© de programmes est Ã©valuÃ© de 1 Ã 4, le chiffre 1 correspondant aux projets extrÃªmement critiques pour la population. Ces considÃ©rations donnent lieu Ã un score qui devra Ãªtre mis en perspective avec les conditions de sÃ©curitÃ© de la zone gÃ©ographique oÃ¹ les activitÃ©s devront Ãªtre menÃ©es. La poursuite de ces activitÃ©s jugÃ©es essentielles est conditionnÃ par la validation finale du siÃ¨ge du PNUD Ã New York. Ï SÃ©curitÃ© - Le Burundi dÃ©tient des preuves de la prÃ©sence des rebelles Burundais au Rwanda. Alain Nyamitwe ministre des relations extÃ©rieures dit quâ€™ils ont dÃ©jÃ contactÃ© les autoritÃ©s Rwandaises pour connaÃ®tre la vÃ©ritÃ© sur cette menace. Ce ministre ajoute que trois GÃ©nÃ©raux putschistes certains soldats mutins sont au Rwanda alors quâ€™ils sont recherchÃ©s par la justice Burundaise. - Selon Bujumbura, le Haut-Commissariat des rÃ©fugiÃ©s des Nations unies devrait revoir ses chiffres. Parce que les chiffres de la PAFE montrent que les postes frontaliÃ¨res avec le Rwanda avant hier mercredi 22/07/2015 ont accueilli 818 Burundais rentrÃ©s du Rwanda par la Kanyaru Haut; 340 Burundais revenus par Gasenyi-Memba et 48 par Ruhwa. Durant la pÃ©riode allant du 2 au 22 juilletÂ : 7 733 Burundais sont rentrÃ©s par la Kanyaru Haut; 6 478 Burundais sont rentrÃ©s par Gasenyi-Memba et 894 par Ruhwa. Ces informations sont confirmÃ©es par les autoritÃ©s provinciales de Kirundo qui demandent par ailleurs Ã ceux qui restent de rentrer dans leur pays. Ceux qui rentrent font savoir quâ€™ils avaient fui les rumeurs dâ€™une insÃ©curitÃ© lors des Ã©lections.